

Comptes Rendus

Pauline Delavernier, *Le marcheur de la gare, Une architecture des corps*, MétisPresses, Genève, 2023, 154 pages.

L'ouvrage de Pauline Delavernier, *Le marcheur de la gare, Une architecture des corps*, traite de l'évolution de la conception des gares depuis l'origine du chemin de fer en portant son attention sur le cheminement de ses usagers à l'intérieur du bâtiment-gare. Son propos s'appuie essentiellement sur l'analyse de certaines gares parisiennes avec en contrepoint quelques exemples européens. Il est développé de manière chronologique depuis l'ouverture aux voyageurs de l'« embarcadère » Saint Lazare en 1839, jusqu'aux innovations de la SNCF entreprises ces dernières décennies. Il s'agit pour Pauline Delavernier de mettre en lumière l'évolution des enjeux de la mobilité des usagers pris en compte par les concepteurs et les gestionnaires des gares, et les dispositifs spatiaux qu'ils ont mis en œuvre pour y répondre.

À la suite d'une introduction consacrée aux fonctions des gares européennes de transition entre ville et transport et d'intermodalité, le propos est développé en six chapitres d'une vingtaine de pages chacun, déclinant les principales étapes de cette évolution à partir des différentes « figures de l'individu en mouvement », du marcheur, sur lesquelles elle s'appuie pour décrire certains dispositifs spatiaux d'accueil et de contrôle des voyageurs. Pour présenter ces chapitres, nous les avons regroupés en deux ensembles qui nous ont semblés pertinents en raison à la fois de la nature des figures qui s'y trouvent développées et de la documentation mobilisée pour les illustrer.

Les trois premiers chapitres « Marcheur voyageur, Marcheur usager et Marcheur habitué » décrivent très finement, presque « archéologiquement », ce que signifiait pour le marcheur prendre le train aux premiers âges du transport ferroviaire : depuis le simple « embarcadère » dont l'accès est limité à une clientèle peu nombreuse, ne serait-ce qu'en raison du faible nombre de voies et de destinations, jusqu'au « bâtiment-gare » en tant que tel, qui est progressivement confronté au défi d'accueillir un nombre toujours plus important de voyageurs, avec la montée en puissance de ce mode de transport et l'expansion spatiale concomitante des quais.

Il faut souligner la richesse de la documentation sur laquelle s'appuie le propos de ces trois chapitres particulièrement intéressants ; en particulier la reconstitution en plans des différentes étapes d'édification puis d'extension des gares prises en exemple (gares Saint-Lazare, du Nord et de l'Est à Paris ; gare de Lausanne en Suisse et gare centrale d'Utrecht aux Pays-Bas) ; également l'iconographie de diverses natures (gravures,

perspectives d'architecte et photos d'époque) donnant à voir les espaces à leur origine ; auxquelles s'ajoutent des extraits d'articles de presse et « récits littéraires ». Tous ces documents restituent de manière très vivante le vécu des usagers du chemin de fer à ses débuts. Ils permettent de bien comprendre les mutations spatiales des gares et des dispositifs spatiaux qui tentent progressivement d'organiser les flux de voyageurs. On découvre ainsi l'existence dès l'origine de la « salle d'attente », la dissociation initiale entre les flux entrant – ou de départ – et sortant – ou d'arrivée – (dont on peut encore repérer la trace dans la dénomination des rues de part et d'autre de l'ancienne gare Montparnasse), l'apparition de la « salle des pas perdus » pour répondre à la nécessité d'accueillir et de répartir les voyageurs toujours plus nombreux ; la séparation entre les accès aux trains Grande lignes et Banlieue ; etc. La représentation en plans des cheminements des voyageurs entrant et sortant permet d'encore mieux saisir des différentes étapes de la mutation de ces gares.

Les chapitres 4, 5 et 6 « Marcheur particule, Marcheur client, Marcheur subjectif » présentent les évolutions que les modes de gestion des flux de voyageurs dans les gares ont connues depuis les années 1980. Ils s'appuient essentiellement sur les travaux de restructuration des gares menés par la SNCF, à la faveur notamment de l'arrivée du TGV ; cette restructuration étant accompagnée de celles de ses divers services en particulier du Service des bâtiments, rebaptisé DAAB (direction de l'architecture, de l'aménagement et des bâtiments), puis Agence des gares, puis AREP aujourd'hui. Considéré au départ comme simple marcheur dont il faut faciliter et sécuriser le parcours, l'usager de la gare l'est davantage comme consommateur en raison de « l'amplification de l'objectif commercial du bâtiment-voyageurs » tout au long de ces dernières décennies.

Ces chapitres apparaissent un peu moins cohérents que les précédents en raison principalement de retours historiques et de détours dans des domaines plus ou moins connexes. On peut regretter également de ne pas disposer du même niveau de précision et de la même qualité iconographique dans la description des plus récentes restructurations qu'ont connues les gares Saint-Lazare et de l'Est étudiées dans les premiers chapitres. Conçues avec un grand talent par les équipes de J.M. Duthilleul et E. Tricaud, ces restructurations ont considérablement modifié l'ensemble des espaces et donc le cheminement de leurs usagers. De ce point de vue, il aurait été intéressant d'observer comment celui-ci a été impacté par la transformation de la salle des pas perdus de ces deux gares en centre commercial sur deux niveaux, avec un accès direct aux lignes de Métro par le niveau inférieur.

En **conclusion** de cette « historiographie de la gare », pour reprendre les mots de l'auteure, les Postures contemporaines conduisent cette dernière à faire le constat que la conception des parcours piétonniers en gare devient progressivement « un outil au service du basculement de la gare d'une logique techno-industrielle à une acception socio-économique de ses enjeux ».

Cet ouvrage, il faut le répéter, est particulièrement intéressant pour l'analyse qu'il propose de ces divers exemples d'« espace-gare-palimpseste » dont l'évolution spatiale est détaillée sur plus d'un siècle et demi. Celle-ci est remarquablement bien observée du point de vue de l'opérateur de transport et de ses services de conception et/ou de gestion, notamment commerciale. Le point de vue du voyageur et donc du marcheur n'y est traité que secondairement, dans les premiers chapitres par le truchement des « récits littéraires » particulièrement savoureux, puis dans les derniers, dans le cadre des études marketing

tentant de dresser différentes typologies du marcheur, en tant qu'usager-consommateur principalement. Cependant la vision proposée en conclusion d'un « usager libre de circuler au sein de la gare » et d'un « espace-gare libéré de toute coercition » semble aujourd'hui plutôt utopique : les exigences de sécurité et l'évolution des dispositifs de contrôle des titres de transport ont dans les faits restreint la liberté du marcheur de la gare. Par exemple, l'accès aux quais a été réservé ces dernières années aux seuls voyageurs, mettant ainsi fin aux scènes d'adieux entre quai et fenêtre du wagon qui ont donné lieu à certaines séquences cinématographiques mémorables. On pourrait d'ailleurs se demander ce que les mutations accélérées des techniques numériques vont produire en termes de contrôle (facial ?) et d'« expérience » plus ou moins « influencée » des usagers et donc de « libre » cheminement de ce marcheur de la gare.

Antoine Brès
Professeur en Aménagement et urbanisme
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Architecte-urbaniste

© 2024 JLE. Tous droits réservés.

Guironnet Antoine, Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance. Éditions Les Étaques, Ronchin, 2022, 208 pages.

Comment l'enquête de terrain en sciences sociales peut-elle outiller la réflexion politique et militante ? C'est l'une des questions stimulantes, parmi d'autres, auxquelles l'ouvrage *Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance* entend répondre. Publié en 2022, cet ouvrage court et accessible écrit par Antoine Guironnet propose de faire entrer le lecteur dans un espace peu connu du grand public, et pourtant structurant dans le destin des territoires urbains et des habitants qui y habitent, le Mipim. Contrairement à ce que son nom indique, le Marché international des professionnels de l'immobilier réunit tous les ans à Cannes, non seulement acteurs financiers et investisseurs immobiliers, mais aussi nombre de délégations d'acteurs publics locaux. L'auteur montre qu'il ne s'agit pas seulement pour les métropoles de faire la publicité de leurs projets aux investisseurs. Bien plus, c'est le processus d'acculturation aux normes et attentes des acteurs financiers qui est analysé, ainsi que son influence sur les projets urbains portés.

Pour ce faire, l'auteur propose en introduction le concept d'« accréditation », qu'il reprend au philosophe Michel Feher : les acteurs publics se comporteraient comme des « investis », à la recherche du crédit monétaire et moral des marchés financiers. Autrement dit, les exigences de rentabilité financière des capitaux internationaux façonneraient la façon dont sont formulés les projets des métropoles. Cette hypothèse féconde permet de focaliser l'attention sur ces dernières et sur les conditions dans lesquelles se déroule la participation d'acteurs publics à un marché cadré par les attentes de la finance. Pour analyser le processus d'accréditation, Antoine Guironnet a mené une enquête de terrain fondée sur la participation aux éditions 2012 et 2018 comme observateur extérieur, et à l'édition 2019 comme accompagnateur d'un exposant public sur le pavillon du Grand Paris. Des entretiens ont également été menés avec les membres des délégations locales

du Grand Paris et de Lyon, souvent des aménageurs, chefs de projets et chargés de communication. La presse spécialisée est aussi mobilisée comme source complémentaire d'information. Sans céder à la fascination pour cet événement, l'auteur documente méticuleusement comment les villes en tant qu'acteurs politiques incorporent dans leurs pratiques et leurs discours les attentes des acteurs financiers.

Les deux premiers chapitres reviennent sur la construction historique du Mipim et de ses objectifs par l'entreprise organisatrice, Reed Midem. À partir d'entretiens conduits auprès des dirigeants de l'entreprise, l'auteur montre comment le Mipim s'est construit, au fil des années 1990 et 2000, comme un lieu privilégié de la financiarisation de l'immobilier, s'inscrivant comme un des canaux par lesquels les capitaux financiers internationaux font leur incursion dans le secteur. Les deux crises immobilières qui marquent la période sont paradoxalement l'occasion pour les organisateurs du salon d'accroître la sélectivité des investisseurs, dont la participation est un signe de bonne santé. Les organisateurs travaillent également à convaincre les gouvernements urbains non seulement de venir à Cannes, mais leurs délivrent aussi des recommandations sur la façon de présenter des « opportunités d'investissements » sûres et rentables pour les acteurs financiers.

L'objet des quatre chapitres suivants est d'interroger l'incorporation de ces injonctions du côté des collectivités locales. Il s'agit là du cœur de l'ouvrage et de la démonstration visant à étayer la thèse de l'accréditation. L'enjeu est alors d'analyser les raisons pour lesquelles les villes et leurs élus, tous clivages partisans confondus, participent à ce salon où est mise en scène la compétition entre métropoles. La présence à Cannes et les coûts non négligeables qui y sont associés se comprennent avant tout par l'indépassable nécessité d'être visible vis-à-vis des investisseurs financiers. L'enjeu est certes de capter leurs capitaux, mais aussi de travailler la réputation du dynamisme de tel ou tel territoire. L'auteur s'attache ensuite à montrer à partir d'exemples locaux que ces deux aspects de la théorie de Feher, monétaire et moral, sont vérifiés. Plus encore, la recherche d'accréditation se traduit par une reconfiguration du système d'acteurs urbains. Dans le Grand Paris, les acteurs qui maîtrisent le mieux les normes d'investissement, comme l'agence régionale de développement économique, voient ainsi leur position renforcée. Le Mipim est aussi l'occasion pour les acteurs franciliens d'afficher une unité institutionnelle de façade, derrière la marque « Grand Paris United » et la mise en avant du projet du Grand Paris Express afin de soigner la lisibilité des opportunités d'investissement. À Lyon, sous la houlette de Gérard Collomb, participant assidu au Mipim, il s'agit de présenter la métropole comme une « valeur sûre », en intégrant aux délégations des acteurs privés locaux. Ces derniers, tout en donnant du crédit à l'argumentaire, voient leur pouvoir accru dans le système de gouvernance en étant reconnus comme légitimes, ce qui leur confère aussi le pouvoir d'influencer les projets urbains présentés.

Les deux derniers chapitres ouvrent des pistes, non moins passionnantes, qui mettent en perspective les enjeux sociaux, urbains et politiques qui se jouent au Mipim. Le chapitre 7 revient sur la politisation du Mipim par les contestations d'associations de droit au logement. Celles-ci peinent toutefois à pérenniser et amplifier leurs mobilisations, notamment en France, à un moment où la financiarisation de l'immobilier résidentiel progresse. Le chapitre 8 revient spécifiquement sur le logement, domaine émergent du Mipim, non pour répondre directement aux critiques militantes, mais bien parce qu'il constitue un secteur

d'investissement intéressant pour les financiers en quête de diversification de portefeuille, avec sa rentabilité certes plus faible que les bureaux, mais plus stable et sûre.

C'est sans doute là un des apports les plus conséquents de l'ouvrage : dévoiler avec clarté l'impasse que constitue ce consensus de la participation au Mipim fondé sur le mimétisme et la concurrence, auquel élus de tous bords y compris communistes et écologistes, adhèrent. L'enquête montre ainsi à quel point la finance est en position de force sur ce marché, qui devient un lieu privilégié d'incorporation de ses normes. La forme de l'ouvrage, claire et didactique, donne aussi à voir l'un des publics probablement visés par l'auteur, celui des acteurs publics locaux et des militants. Il fournit ainsi des clés de lecture pour une critique plus efficace et globale de la place des acteurs privés sur les marchés immobiliers. L'intérêt que représente cette approche d'économie politique urbaine pourrait être prolongé par la prise en compte de territoires desquels la finance est absente, et on peut regretter à ce titre de ne pas avoir une cartographie plus précise des villes qui participent au Mipim. Il n'en reste pas moins que cette enquête ouvre des pistes de recherche sur des villes moins peuplées, où il semble aussi possible d'analyser les modalités d'hybridation entre action publique et logiques privées, qui sont certes moins exacerbées. En documentant un horizon idéal typique de la financiarisation, cet ouvrage donne de précieux outils empiriques et théoriques pour des recherches futures sur le financement de la production urbaine.

Benoît Frel-Cazenave

Doctorant en Aménagement et urbanisme

UMR CITERES (équipe Cost) et

Géographie-Cités (équipe Cria)

© 2024 JLE. Tous droits réservés.

Aude Dziebowski, Emmanuel Guillon, Philippe Hamman (dir.), *Idées reçues sur la méthanisation agricole*, Paris, Le Cavalier bleu, 2023, 168 pages.

L'ouvrage s'attelle à une tâche difficile et essentielle : « offrir une mise au point informée » et « donner à penser des angles morts ou à relire des controverses » sur le sujet de la méthanisation agricole – dispositif permettant la maîtrise d'un processus biologique de dégradation de la matière organique en milieu anaérobie et co-produisant du biogaz et du digestat.

Outre une définition de la méthanisation agricole en préambule, l'ouvrage s'organise en 3 parties – Processus, Échelles, Enjeux – et comporte 13 chapitres intégrant au total 16 autrices et auteurs. Inscrites dans les sciences expérimentales et sociales, les contributions ont vocation à saisir la méthanisation agricole « en la restituant dans la multiplicité de ses dimensions technologique, géochimique, agronomique, agroécologique, économique, juridique, géographique et sociologique ». Chaque chapitre comporte une épigraphe qui peut être de différente nature : un extrait d'article de presse, d'interview, de rapport ou de discours institutionnels dont le contenu doit précisément incarner les « idées reçues » discutées ensuite dans le propos. Enfin, trois annexes présentent successivement des « éléments de comparaison sur la méthanisation en Europe » apportés par Philippe Hamman et Patricia Schneider, soit une

mise en perspectives des cadres réglementaires et de la dynamique de déploiement des dispositifs de méthanisation agricole dans huit pays européens ; un glossaire comprenant 29 entrées ; une rubrique « Pour aller plus loin » présentant une courte liste de références bibliographiques.

L'introduction rédigée par les trois co-directeurs, Aude Dziebowski, Emmanuel Guillon et Philippe Hamman, situe la méthanisation agricole au sein des problématiques de politiques publiques liées à la transition écologique, et plus spécifiquement énergétique. Ils rappellent notamment « le caractère non fractal du déploiement des énergies renouvelables », autrement dit la singularité – et donc la difficile répliquabilité – de chaque dispositif en termes d'enjeux territoriaux soulevés.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux processus sociaux, scientifiques et techniques articulés au dispositif de méthanisation. Romain Debref, Pascal Grouiez et Franck-Dominique Vivien analysent dans le premier chapitre l'évolution du business model des installations au cours des années 2010, au moment où la technologie de l'injection devient « la voie privilégiée de valorisation du biogaz ». Ils montrent ainsi dans quelle mesure cette dernière profite aux acteurs énergéticiens qui peuvent dès lors « se positionner sur deux segments clés de la filière : la production de biométhane et sa commercialisation ». Le deuxième chapitre proposé par Emmanuel Guillon, Yves Le Roux et Stéphanie Sayen explore le fonctionnement du dispositif sur un plan technique. Les auteurs détaillent les catégories d'« intrants de méthanisation », autrement dit les matières introduites, et clarifient aussi la notion de Culture intermédiaire à vocation énergétique (CIVE). Enfin, ils apportent de nombreuses précisions sur les technologies de digestion de ces matières, et sur les caractéristiques des digestats obtenus. La notion d'énergiculture fait l'objet du chapitre 3 et est définie par Romain Debref, Laure Dobigny et Pascal Grouiez comme « une stratégie d'optimisation de la production énergétique » de l'unité de méthanisation. Inscrite dans la continuité à la fois du « modèle d'agriculture productiviste » et du « macro-système énergétique existant », cette stratégie industrielle – une parmi d'autres mises en œuvre dans la filière – conduit les agriculteurs méthaniseurs à une forme de dépendance à l'égard des acteurs énergétiques. Emmanuel Guillon, Séverine Piutti et Stéphanie Sayen s'intéressent dans le quatrième chapitre à la méthanisation en tant qu'instrument potentiel « de transition agroécologique des systèmes agricoles français ». Les auteurs répertorient les effets environnementaux territoriaux engendrés par l'épandage des digestats en termes de qualité de l'eau, de l'air et des sols. Si les risques sont explicitement mentionnés, les auteurs soulignent la possibilité de tendre vers une « méthanisation vertueuse » par l'adoption de pratiques agronomiques adaptées.

La deuxième partie se penche sur la dimension multiscalaire de la méthanisation. Pascal Grouiez, Guillaume Henry et Yves Le Roux examinent dans le chapitre 5 les technologies employées dans la production de biogaz. Les auteurs présentent d'un point de vue technique les différents procédés de digestion anaérobie mis en œuvre dans les dispositifs et leurs paramètres opératoires. Ils apportent enfin des précisions sur les modalités de transport et de distribution du biométhane en France. Philippe Hamman s'applique à « questionner les typologies possibles des installations » des unités de méthanisation dans le sixième chapitre. Si les exercices taxinomiques proposent généralement des délimitations d'ordre technique – les technologies mobilisées – et juridique – la nature de l'actionnariat –, l'auteur montre que « les lignes de partage entre ces catégories

sont perméables » et invite à intégrer, dans les critères de classement, par exemple la question des proximités territoriales et des stratégies professionnelles des agriculteurs méthaniseurs. Benoît Grimonprez s'intéresse dans le chapitre 7 à la qualification juridique des dispositifs de méthanisation assujettis simultanément au Code du commerce et au Code rural. L'auteur évoque également les contestations sociales et indique que si « les recours contre les autorisations environnementales se multiplient devant les tribunaux », les juges valident généralement l'intérêt des projets, par ailleurs soumis à la réglementation ICPE¹. Dans la continuité des thèmes précédents, le huitième chapitre aborde les mouvements de contestation contre les unités de méthanisation. Après une brève synthèse sur l'évolution de la réglementation ICPE, Luis Roman Arciniega Gil, Laure Dobigny et Paul Jutteau analysent les arguments avancés par les opposants et invalident l'utilisation du qualificatif dépréciatif « NIMBY »². Ils évoquent les conditions pour une appropriation locale des dispositifs, et notamment la nécessité d'une conciliation des « intérêts parfois antagoniques ». Pascal Grouiez et Paul Jutteau présentent dans le chapitre 9 les caractéristiques des unités de méthanisation en Allemagne, « premier pays producteur de biogaz en Europe », et rappellent notamment l'usage déterminant des intrants végétaux – encouragé par le gouvernement outre-Rhin – dans le fonctionnement des dispositifs. Ils soulignent également la disparité des modèles régionaux en termes d'approvisionnement et exposent les grandes évolutions concernant les politiques publiques de soutien à la filière, en particulier depuis les années 2010.

La troisième partie aborde enfin les débats soulevés par ces dispositifs. Guillaume Henry explique dans le chapitre 10 le fonctionnement des procédés de méthanation et leurs perspectives comme instrument de décarbonation. La méthanation peut notamment servir à transformer le CO₂ contenu dans le biogaz en CH₄. Si l'auteur dresse les limites de ces procédés en termes de rendement et de coût énergétique, il suggère également que la méthanation peut avoir « un vrai rôle à jouer dans le stockage des énergies renouvelables ». Le onzième chapitre se concentre sur la méthode de l'ACV³, « une analyse multi-étapes, portant sur l'ensemble de la chaîne de valeur étudiée » et visant à quantifier les émissions de gaz à effet de serre engendrées par l'activité étudiée. Doris Brockmann et Yves Le Roux discutent ici les différentes hypothèses, options méthodologiques retenues et estimations obtenues dans les ACV mises en œuvre concernant la méthanisation. Romain Debref, Aude Dziebowski, Emmanuel Guillon et Yves Le Roux interrogent dans le chapitre 12 les liens entre la méthanisation et l'agroécologie. Ils soulignent ainsi que ce tandem « porte à la fois des enjeux identitaires, culturels et de territorialité » et nécessite, pour les agriculteurs méthaniseurs, des changements substantiels, en particulier dans le rapport aux outils techniques et les modalités de décision collective. Les auteurs relèvent également les risques induits, et notamment « l'hostilité de certains de leurs pairs et/ou [la] contestation citoyenne » (ibid.). Le dernier chapitre s'intéresse aux agriculteurs méthaniseurs et au processus de « renouvellement des identités professionnelles, marqué par l'importance des figures d'innovateurs et d'entrepreneurs ». Laure Dobigny, Aude Dziebowski et Paul Jutteau montrent dans quelle mesure les projets de méthanisation

¹ Installation classée pour la protection de l'environnement.

² Not in my backyard.

³ Analyse des cycles de vie.

participent au « renforcement de l'agriculture sociétaire » et précisent par ailleurs les tensions à l'œuvre entre les acteurs énergéticiens et agricoles au sein de la filière.

La conclusion de Pascal Grouiez et Yves Le Roux réinscrit la méthanisation agricole dans les enjeux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et précise la place de la biomasse dans les théories à la fois de la bioéconomie institutionnelle, favorable à une croissance verte, et de la bioéconomie proche des thèses de la décroissance. Les deux auteurs analysent également le rôle attribué à la méthanisation dans trois scénarios compatibles avec la SNBC⁴ française – ADEME, TYFA⁵ et Afterres 2050 – et soutiennent la nécessité d'une approche système concernant la filière, autrement dit une planification et une régulation des pouvoirs publics, notamment pour « l'arbitrage des usages de la biomasse ».

Synthétique, riche et transversal, cet ouvrage constitue une ressource précieuse pour quiconque souhaiterait obtenir un panorama actualisé, et interdisciplinaire, des connaissances et des débats associés à la méthanisation agricole.

Antoine Bouzin

*Doctorant en sociologie, Lab. Centre Émile Durkheim
– Science politique et sociologie comparative*

(CED, UMR 5116 : CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux)

© 2024 JLE. Tous droits réservés.

Epstein Renaud, On est bien arrivés. Un tour de France des grands ensembles, Le nouvel Attila, Paris, 2022, 160 pages

Dans cet ouvrage paru en 2022 et intitulé *On est bien arrivés*, Un tour de France des grands ensembles, le sociologue des politiques urbaines Renaud Epstein, propose une analyse originale des grands ensembles en étudiant les cartes postales représentant ces unités d'habitation collective. Par le choix de ce matériau, l'auteur cherche à contrecarrer les représentations négatives de ces logements et des quartiers dans lesquels ils se situent en se défaisant des positions technocratiques, politiques, expertes. Ce livre repose sur un travail iconographique important : images en couleur et omniprésentes, relativement grand format, peu de texte, mise en page travaillée, etc. En résulte un ouvrage qui se situe à la frontière des sciences sociales et d'un travail destiné à un public plus large, à classer parmi la catégorie des « beaux-livres ».

L'ouvrage se décompose en trois parties. L'introduction d'une dizaine de pages propose une analyse de l'évolution des politiques de logement et des représentations sociales et iconographiques des grands ensembles. La deuxième partie, d'une centaine de pages, constitue le cœur de l'ouvrage. Elle est composée de 66 reproductions de cartes postales choisies pour refléter la « diversité architecturale et géographique » des grands ensembles. Afin de saisir la perception contemporaine de ces logements, les cartes postales s'accompagnent parfois de citations issues de chansons, de déclarations politiques, de textes de chercheurs ou d'architectes. Enfin, le livre se conclut par un court texte rédigé par Xavier Copodano, fondateur d'une librairie spécialisée sur les questions urbaines, dans lequel il revient sur le processus de publication de ce livre.

⁴ Stratégie nationale bas carbone.

⁵ Ten Years For Agroecology.

Le texte introductif est dense. En dix pages, il y est question de l'émergence du projet de collecte de cartes postales, de l'histoire politique et sociale des grands ensembles et de leurs représentations médiatiques et politiques. Construits tout au long du XXe siècle, les grands ensembles s'inscrivent dans un urbanisme fonctionnaliste du Mouvement moderne et désignent une « unité d'habitat relativement autonome formée de bâtiments collectifs, édifiés en un assez bref laps de temps, en fonction d'un plan global qui comprend plus de 1 000 logements » comme l'affirme Renaud Epstein en reprenant la définition d'Yves Lacoste. Dans l'introduction, il revient sur les politiques volontaristes à l'origine de leur construction puis de leur rénovation ou destruction. Ces politiques ne sont pas analysées en soi mais pour ce qu'elles reflètent l'idée que « la question sociale serait soluble dans le béton ». D'abord pensés comme une solution aux problèmes d'insalubrité, de pauvreté et de pénurie de logement et donc glorifiés, les grands ensembles et les quartiers qui les accueillent deviennent le symbole de la relégation et la misère sociale dès les années 1960. C'est ce désenchantement progressif des experts et politiques qui nourrit l'image stigmatisante dont ils pâtissent encore aujourd'hui.

À l'approche par les politiques de logement, Renaud Epstein préfère celle d'une histoire « par le bas ». En tant que support de photos et discours non-officiels, les cartes postales constituent une porte d'entrée sur les usages quotidiens des quartiers de grands ensembles et sont utilisées comme « archives populaires ». Les huit versos reproduits dans le livre sont particulièrement riches. Ils témoignent du maintien d'un lien avec sa famille à la suite d'un exode rural (page 24), de la distance sociale entre les personnes blanches et maghrébines dans certains quartiers (page 58), du caractère vertigineux d'une architecture moderne (page 102) ou encore du fait que les grands ensembles sont aussi des lieux de vacances pour les proches des habitants (page 94 et 98).

Les citations qui accompagnent certaines images reflètent les prises de position partisans, parfois controversées, dont ont fait objet les grands ensembles. L'ouvrage aborde aussi bien les discours vantant la « modernité » de ces espaces que la dénonciation – parfois misérabiliste – des conditions de vie, ou encore les tentatives de réhabilitation et la revendication de l'appartenance aux grands ensembles. Les citations peuvent être sans lien spécifique avec l'image adjacente mais sont parfois spécifiquement choisies pour la compléter. Dans ce dernier cas, les citations orientent la lecture et renseignent sur les intentions de l'auteur. C'est notamment le cas en page 77 où une carte postale représentant des enfants jouant sur une aire de jeu en bas d'immeubles s'accompagne d'une citation de René Kaes sur la facilitation des tâches domestiques dans les grands ensembles, censée profiter aux femmes. Par cette juxtaposition, Renaud Epstein nous invite à réfléchir à l'idée de la vie familiale moderne qui traverse les projets de grands ensembles : création d'aires de jeux au centre des bâtiments, piétonnisation de voies, importance des espaces verts, etc.

Comme en témoigne le sous-titre de l'ouvrage, « Un tour de France des grands ensembles », Renaud Epstein dresse un panorama national, présenté selon une partition régionale. Sur le plan géographique, il révèle que les grands ensembles ne sont pas seulement construits en proche banlieue des grandes villes. Certains sont bâtis à proximité des usines (page 106), d'autres dans des zones rurales (page 72) ou dans des villes petites ou moyennes. Les cartes postales choisies reflètent également la pluralité des époques et styles architecturaux des bâtiments. Le travail de Renaud Epstein participe ainsi à dépass-

ser la vision stéréotypée de la « tour » de banlieue et renouvelle l'imaginaire visuel lié aux grands ensembles. Ce panorama souffre cependant d'un manque de contextualisation qui aurait pu réduire l'impression d'arbitraire induite par le choix de mettre en avant la diversité des grands ensembles. Au-delà du constat de cette diversité, les images ne permettent pas réellement de comprendre la diffusion géographique et la différenciation architecturale des grands ensembles.

Soucieux de prendre en compte la spécificité de son objet de recherche, Renaud Epstein analyse en introduction la production iconographique liée aux grands ensembles. Les cartes postales sont distinguées des photographies architecturales et étatiques qui ont servi la promotion puis la dénonciation des politiques de logement. Elles sont également différenciées des représentations cinématographiques qui insistent sur la misère et la violence de la vie dans les quartiers de grands ensembles. Les cartes postales sont, quant à elles, vouées à devenir le support d'histoires personnelles et constituent donc un objet fécond pour étudier les représentations de tels espaces de vie.

Cependant, l'ambiguïté du matériau est peut-être insuffisamment mise en avant et son caractère « populaire » quelque peu exagéré. Comme l'auteur le souligne, les images sur les cartes postales sont influencées par les photographies institutionnelles. À titre d'exemple, les rares personnes représentées sur ces cartes sont des enfants, ce qui renvoie à une mise en scène utilisée comme rhétorique promotionnelle dans la production audiovisuelle par les ministères en charge du logement⁶. Les *versos*, censés contrecarrer l'influence des représentations institutionnelles, en plus d'être trop peu nombreux, restent partiels ; ils sont mis en récit et se limitent à la parole des personnes qui s'emparent de ce support. Alors que les descriptions des grands ensembles restent surtout positives sur les *versos*, Renaud Epstein concède que les habitants n'apprécient pas leur quartier font certainement le choix d'autres supports d'écriture. De plus les cartes postales ne se constituent comme support d'expression qu'à la suite d'un processus commercial qui est insuffisamment évoqué. Des données sur la production des cartes postales auraient donc permis d'éclairer le contexte qui a favorisé le quasi-arrêt de leur production ; une dynamique certainement plus significative que la « disparition programmée » des grands ensembles mentionnée par Renaud Epstein dans son introduction. Spécialiste des plans de démolition-reconstruction des grands ensembles⁷, l'auteur surestime peut-être la portée de ces dernières politiques et néglige l'analyse de l'évolution de la production du support qu'il utilise.

Les critiques exprimées ci-dessus ne remettent pas en question l'intérêt ou la pertinence de l'ouvrage. Elles laissent surtout transparaître les difficultés intrinsèques à la production d'un tel travail, dont l'intention est aussi de participer à la diffusion d'images au-delà du champ académique. Les cartes postales, récoltées par Renaud Epstein dans le cadre de ses travaux sur les grands ensembles, ont d'abord été partagées quotidiennement sur Twitter. C'est sur cette plateforme que ces images ont suscité l'intérêt d'un public composé d'anciens ou actuels habitants de ces quartiers, de responsables des politiques de logement ou encore de chercheurs, motivant la parution de l'ouvrage. Certes les ambi-

⁶ Canteux C., 2007. Les grands ensembles en images : Les ministères en charge du logement et leur production audiovisuelle (1944-1966). *Histoire urbaine* 20, 55-76.

⁷ Epstein R., 2013. La rénovation urbaine. Démolition reconstruction de l'État. Presses de Sciences-Po, Paris.

tions théoriques d'une histoire sociale présentées en introduction ne sont que partiellement remplies mais ce « beau-livre » ne peut être apprécié uniquement selon des critères académiques. On peut notamment supposer que l'introduction reflète les ambitions de son travail scientifique dans son ensemble et non pas spécifiquement celles de l'ouvrage publié chez Le nouvel Attila, maison d'édition non dédiée aux travaux scientifiques.

Dans cette tentative de diffusion des travaux et matériaux des sciences sociales à un public non-spécialiste, il convient tout de même de signaler que l'importance de l'iconographie, en même temps qu'elle facilite la lecture de l'ouvrage, participe à son opacité. La mise en lien entre l'analyse faite en introduction et les images présentées ne va pas forcément de soi et nécessite un travail d'interprétation conséquent lors de la lecture. À titre d'exemple, l'auteur affirme que les cartes postales témoignent de l'évolution des types d'architectures. Les premières cités d'habitat social construites dans les années 1930 dans le sillage des cités-jardins diffèrent largement des constructions d'immeubles standardisés dans les Zones à Urbaniser en Priorité (ZUP) des années 1960. Pourtant les cartes postales ne sont pas présentées chronologiquement et les dates de construction sont très rares, ce qui complexifie l'identification visuelle des évolutions. Bien que le choix d'une présentation épurée rende le livre particulièrement agréable à lire, l'explicitation et la contextualisation de certaines caractéristiques auraient pu conférer à ces images tout leur potentiel explicatif.

Certes, les lecteurs intéressés par une analyse socio-historique détaillée des grands ensembles doivent peut-être se tourner vers ses autres écrits mais le livre n'en est pas moins réussi. Après avoir organisé deux expositions photographiques, Renaud Epstein propose une autre manière de valoriser les travaux de sciences sociales et contribue, ainsi que l'affirme Xavier Copodano, à un « récit national » alternatif. Porté par une certaine couverture médiatique, l'ouvrage a touché un public curieux, nostalgique ou admirateur d'un monde incarné par les grands ensembles. Il en fait donc un support stimulant à la fois pour les lecteurs non spécialistes mais aussi pour les chercheurs souhaitant réfléchir à la diffusion de leurs travaux hors du champ académique.

Lou Aznar

*Étudiante en Master 2 de sciences sociales
ENS Paris Saclay et Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne*

© 2024 JLE. Tous droits réservés.

Fanny Lopez, Cécile Diguët, Spatialités et énergies des data centers. Sous le feu numérique, Metis Press, Genève, 142 pages.

Le livre de Fanny Lopez et Cécile Diguët est extrêmement stimulant. Il aborde une question finalement peu traitée dans le détail par la littérature tant française qu'internationale.

On la résumera de la manière suivante. Comment expliquer que le formidable développement des réseaux informatiques et des data centers observé depuis une quarantaine d'années n'ait pas engendré de trace architecturale significative ? Immédiatement viennent à l'esprit pour les chemins de fer les grandes réalisations des gares du XIXe siècle, pour

les autoroutes les ouvrages d'art et échangeurs de la fin du XXe siècle, qui sont autant de contre-exemples. Pour alimenter leur réflexion, les auteures s'appuient sur un travail de fond très important (réalisé avec le soutien de l'ADEME et de la Caisse des Dépôts). Pour la France, la région parisienne et en particulier la Seine-Saint-Denis ou la Défense sont de très bons exemples. Pour l'étranger, les États-Unis, l'Inde mais aussi en Europe les Pays-Bas, la Suède, l'Espagne, l'Irlande fournissent autant de cas que Fanny Lopez et Cécile Diguët ont su mettre en scène de façon convaincante. On regrette seulement que l'illustration reste un peu terne et minimaliste alors que livre, bien présenté, appellerait une meilleure mise en valeur iconographique.

Quoi qu'il en soit, la conclusion est bien amenée. Les réseaux se cachent, les centres de données se terrent derrière des façades d'immeubles d'une banalité affligeante alors que l'on y stocke ou fait transiter l'essentiel de l'intelligence économique et statistique mondiale. Alors pourquoi ? De façon magistrale trois scénarios et une conclusion proposent les réponses des deux auteures.

Premier scénario : sommes-nous sur la voie d'une évolution « au fil de l'eau » ? Le développement des réseaux renforcé par les débits surpuissants de la fibre optique, les capacités énormes des data centers, contrôlés en sécurité par les nouvelles technologies, permettront-ils de poursuivre l'évolution observée jusqu'ici ? Les réponses disparaissent dans l'ouvrage. Les impératifs de sécurité pour des données à valeur croissante impliquent que ces nœuds de réseaux si importants soient relégués, masqués autant que faire se peut. Même si les objectifs de connectivité sont toujours présents, les opérateurs sont tenus de plus en plus de sécuriser leurs prestations, d'où des implantations improbables, des lieux toujours plus banalisés. Si c'est le cas, tant que l'on pourra faire entrer plus de données dans les mêmes lieux, il est sûr que l'architecture n'y trouvera pas son compte comme elle ne l'a pas trouvé jusqu'ici.

Allons-nous (scénario 2) plutôt vers un freinage de la tendance, dont on peut déceler certains signes avec des équipements plus raisonnables, des systèmes qui prendraient en compte la finitude de nos distances et les limites de nos villes ? Bon gré, mal gré certains pays s'efforcent de prendre en compte ces tendances plus prudentes, plus autonomes, plus démocratiques, plus féministes. Si se développait ce deuxième scénario qui, reconnaissons-le, peine à convaincre, l'architecture y trouverait-elle son compte ? Ce n'est pas sûr mais pourtant un peu plus que dans le scénario précédent.

Enfin, dernier scénario (nous citons ici les auteures), il faut tout changer en redéfinissant nos besoins numériques, en réorganisant la distribution électrique, en envisageant de nouvelles mutualisations énergétiques jusqu'à assumer le transport à vélo, moto ou en bus des messages non urgents stockés momentanément à proximité des envoyeurs. Dans ce cas, il conviendra d'« édifier une architecture publique nécessaire à ce nouvel âge de la technique et à d'autres mondes numériques ».

Encore une fois, cette conclusion est remarquable. Elle éclaire l'ensemble de l'ouvrage. Peut-être même eut-il fallu commencer par là pour en faciliter la lecture. La netteté de la conclusion fait réfléchir. Après l'examen de la situation de réseaux et data centers dans le monde faut-il se ranger dans l'une des trois voies décrites en conclusion dont on admettra qu'aucune n'est enthousiasmante ? Mon avis de lecteur conduirait à amender quelque peu cette conclusion sur trois points.

D'abord, on comprend que la question du rôle du secteur public et notamment de l'État,

soit une préoccupation majeure des auteures ce qui est cohérent avec la place voulue pour l'architecture. Mais, malgré le rôle du secteur privé dans les infrastructures informatiques, faut-il passer aussi rapidement par pertes et profits le rôle du secteur public ? La thèse d'Alexandre Schon (Montpellier, 2015), salarié d'un grand opérateur privé, montre les limites que ceux-ci rencontrent du fait de l'action de l'État, du moins en France. L'ARCEP, Agence de régulation des communications électroniques, la Commission nationale de l'informatique et des libertés et l'Autorité de la concurrence veillent sur les actions des opérateurs privés. Tout en étant indépendantes du gouvernement, elles font partie de l'État français. De même les multiples autres contrôles étatiques, la maîtrise foncière des collectivités territoriales, qui peuvent autoriser ou interdire la localisation d'un nœud ou d'un data center, jouent un grand rôle. En France comme dans d'autres pays d'ailleurs, l'État et les pouvoirs publics ont encore une bonne marge de manœuvre, évoquée pas les auteures dont c'est une préoccupation majeure. Tout n'est donc peut-être pas irrémédiablement perdu en matière d'architecture publique dans ce domaine.

Le deuxième aspect tient à la diversité des pays concernés. Le livre permet de la mesurer grâce à de nombreux exemples. En proportion, la consommation électrique totale des équipements informatiques est très variable d'un pays à l'autre, même si le livre ne permet pas toujours de bien la mesurer. Le chiffre de 51 % avancé page 127 concerne la part dans la consommation électrique et non dans la consommation énergétique totale. Il faut donc relativiser sachant que certains pays produisent et consomment peu d'électricité. Cette consommation dépasserait à peine les 5 % en France, mais la France est un pays producteur d'électricité. Un scénario mondial englobant des pays fort différents du point de vue de la part de consommation numérique/électrique paraît donc assez peu probable. La généralisation globale au motif d'impératifs de développement durable paraît ici bien difficile.

Enfin, troisième aspect, la généralisation mondiale de la production, du stockage et de la consommation des données interpelle-t-elle l'architecture, sommée de tenir compte de la variété des besoins ? Le risque associé à cette mondialisation est une banalisation des espaces dédiés à ces données, à l'image de celle que l'on observe pour les immeubles de bureaux et de logement. Au pire ne risque-t-on pas de voir apparaître une architecture dédiée mais standardisée, à l'image de celle des succursales de Mac Donald's, certes spécifique, mais reproduite quasi à l'identique pour les 40 000 établissements de la firme partout dans le monde ? La victoire pour l'architecture et pour l'urbanisme serait bien mince.

Gabriel Dupuy

*Professeur émérite en Aménagement et urbanisme
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

© 2024 JLE. Tous droits réservés.

Roberto Segà et Manfred Perlik (dir.), Les Alpes productives : renouveler l'industrie alpine pour repenser le futur du massif, PUG, Grenoble, 2023, 271 pages.

À l'heure où les questions de préservation écologique et de biodiversité se font pressantes, Roberto Segà et Manfred Perlik, respectivement architecte-urbaniste et

géographe, proposent, eux, une analyse des dynamiques de l'industrie alpine. À la croisée de différents champs de recherche, cet ouvrage se nourrit de contributions qui transcendent aussi les frontières nationales. Architectes, urbanistes, géographes et économistes s'attachent à étudier les infrastructures et les liens du territoire alpin avec les espaces urbains environnants ainsi que sa capacité à s'adapter aux changements économiques. Les contributions sont de nature variée : études de cas, panoramas des lieux productifs, typologies, propositions méthodologiques, projets d'aménagements, etc. Un chapitre de synthèse offre au lecteur la possibilité d'appréhender l'ensemble des chapitres de manière croisée et réflexive.

La première partie analyse des trajectoires à suivre pour le développement des régions alpines en misant sur l'essor et/ou le maintien de l'activité industrielle. Le géographe Claude Raffestin propose au lecteur de considérer l'espace alpin comme une articulation entre les différents pays qui le constituent. Ce chapitre est complété par celui du sociologue Aldo Bonomi qui analyse la manière dont l'espace alpin est pensé, en s'intéressant plus spécifiquement aux Hautes Terres Italiennes. Il s'agit de déconstruire la représentation d'un espace économiquement en retard et à la marge en insistant sur le potentiel productif de la région, qui joue le rôle de « plateforme productive » entre les grandes villes qui l'entourent (Lyon, Genève ou Venise).

Dans une deuxième partie, les auteurs identifient les bouleversements et les moments de rupture de l'industrie alpine et proposent différents scénarios pour valoriser les territoires qui l'accueillent. Dans le chapitre 7, qui aurait gagné à être situé au début de la partie afin d'offrir au lecteur un panorama historique, Manfred Perlik identifie les changements dans les filières manufacturières en montagne, associés à quatre ruptures dans le système économique mondial – industrialisation, fordisme, post-fordisme, société de services – ayant fragilisé la structure industrielle des Alpes de par leurs répercussions socio-économiques. L'auteur envisage deux trajectoires possibles pour l'espace alpin ; le maintien et le développement des industries déjà implantées ou la création d'entreprises grâce à la mise en avant des atouts de la région. Deux chapitres de cette seconde partie se penchent sur les caractéristiques et les reconversions potentielles des friches industrielles et constituent des études de cas pertinentes pour étayer les deux trajectoires proposées par Manfred Perlik. Dans le chapitre 3, l'urbaniste Marcello Modica établit une typologie des friches industrielles selon leurs trajectoires de reconversion. Celles-ci s'articulent notamment autour de la question de la division des grosses structures en petits espaces de production, de la reconversion en plateforme logistique, de la patrimonialisation et de la restauration écologique. Cette typologie peut être mise en parallèle avec le chapitre 5 dans lequel la géographe Flore Vigné effectue un travail similaire à propos de la vallée de l'Eyrieux en Ardèche. L'autrice envisage également plusieurs trajectoires possibles pour le bâti industriel ardéchois (recyclage, réemploi) mais, contrairement à Marcello Modica, elle écarte volontairement la dimension patrimoniale et prône une reconversion manufacturière. Ces deux chapitres mis en perspective permettent d'insister sur la pluralité et les divergences de points de vue concernant la reconversion des sites industriels. Ces divergences résultent ici en partie de différences territoriales : industrie textile de moyenne montagne pour la vallée de l'Eyrieux en Ardèche et industrie lourde dans les vallées alpines. En complément de ces deux trajectoires de reconversion des friches industrielles, Catherine Seiler, architecte-urbaniste, analyse, dans le chapitre 4,

les perceptions et l'imaginaire que la population a du territoire alpin. Une carte en négatif de cet imaginaire met en lumière les impensés du territoire, à savoir le réseau d'infrastructures de la production industrielle que l'auteurice nomme la « Machine ». La proposition de Catherine Seiler est de rendre visible cette « Machine » afin qu'elle soit mieux comprise et prise en compte dans le but de mieux gérer la pression qu'elle exerce sur l'environnement et d'évaluer sa résilience. Ce travail est une manière originale de mettre en avant la dimension industrielle des Alpes et relève d'une démarche sociologique qui dénote de l'approche économique majoritairement adoptée dans l'ouvrage. Ainsi, dans le chapitre 6, trois géographes spécialistes de géographie économique, d'analyse spatiale et de développement territorial proposent une méthode pour calculer les disparités régionales du secteur productif en Suisse. Les résultats obtenus permettent de tirer une conclusion originale. D'un côté, la structure économique des régions montagneuses suisses est plus faible que celle du reste du pays pesant sur la productivité par emploi ainsi que sur l'indice structurel de productivité. En revanche, l'indice géographique de productivité est plutôt élevé, c'est-à-dire que les conditions de production sont favorables pour les entreprises qui s'installent dans les régions alpines.

Dans une troisième partie, plusieurs études cas visent à mettre en avant les potentiels des régions alpines, valorisables pour leur avenir. Elles présentent l'innovation comme la clé de voûte du développement industriel. Les chapitres 8 et 9 s'attachent à montrer comment les Alpes italiennes, région rurale traditionnellement à la marge, font l'objet d'un renouveau de leurs systèmes productifs, notamment via des politiques d'aides nationales. Il s'agit en effet pour ces régions de s'orienter vers une production de niche, qui met l'accent sur la qualité, l'innovation, et la durabilité. Le chapitre suivant met en exergue la façon dont les Alpes s'adaptent au changement numérique, phénomène auquel une plateforme de recherche est spécifiquement dédiée. Les deux auteurs de ce chapitre font l'hypothèse que développement des nouvelles technologies modifierait les contrastes entre les centres – la plaine – et les périphéries – la montagne. Dans cette même optique, le dernier chapitre, qui résume un atelier de projet mené depuis 2013, propose de conceptualiser les Alpes comme « ville-territoire ». Il s'agit d'imaginer un objet géographique hybride à plusieurs niveaux : fonds de vallée, coteaux urbanisés et haute montagne. Pour que cette « ville-territoire » à configuration horizontale fonctionne, il est nécessaire d'établir une connexion et une articulation entre les différents niveaux.

Panorama de l'industrie alpine, que ce soit en termes d'héritages, d'imaginaires, de prospective et d'innovations, Les Alpes productives apporte au lecteur une vision globale et transnationale des enjeux industriels actuels. L'appareil iconographique et notamment cartographique renforce l'un de ses objectifs principaux, à savoir proposer une approche territoriale des espaces productifs alpins. Si l'articulation entre industrie comme voie de développement et enjeux environnementaux spécifiques aux espaces alpins aurait pu être plus approfondie, l'ouvrage permet d'ores et déjà d'« [ouvrir] la discussion sur le développement des modèles d'avenir durables » (p. 31).

Ariane Auroux Berasategui
*Étudiante en Master 2 de Géographie
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*